

14

CLUB 2000  
Via V. Monti 4  
20123 MILAN

ARCHIVIO I.A.I.

National Conference :

ITALY - EUROPE - THE MEDITERRANEAN

Naples, 8-9 November 1975

L'industrialisation des pays du Bassin Méditerranéen:  
processus d'internationalisation et perspectives de  
Coopération entre "Nord" et "Sud"

by

Pierre Judet

The conference has been organized with the collaboration of the Istituto Affari Internazionali (IAI), Rome

L'INDUSTRIALISATION DES PAYS DU BASSIN MEDITERRANEEN; PROCESSUS  
D'INTERNATIONALISATION ET PERSPECTIVES DE COOPERATION ENTRE  
NORD ET SUD

"L'Europe s'est remise en quête de sa Méditerranée". Cette affirmation du géographe français Le Lannou traduit sans doute le renouveau d'intérêt que suscite en Europe (et au-delà de l'Europe) toutes les choses de la Méditerranée. Il fait également allusion à une très ancienne alternance qui vit succéder plusieurs fois la domination du Nord à la domination du Sud : l'empire romain, puis les Arabes, articulés aux villes de la mer (Venise, Pise, Gênes, Barcelone, Marseille); l'empire turc puis le condominium anglo-français du temps des colonies et des quasi-colonies. Aujourd'hui l'entrée en jeu du Japon, de l'URSS, mais surtout des pays pétroliers et des USA transforme profondément, le jeu. Il faut en effet que l'Europe retrouve sa Méditerranée" : mais quelle Europe et quelle Méditerranée? les méandres où s'enlissent la négociation globale menée par la CEE aussi bien que le dialogue Euro-Arabe indiquent que l'entreprise n'est pas facile. Les Européens ne sont plus seuls pour définir de la rive nord à la rive sud, entre pays peu ou pas industrialisés du sud et pays industrialisés du nord, un cadre, des lignes de coopération: ils se situent dans un contexte internationalisé dont il faut tenter de saisir l'évolution dans quelques unes de ses étapes historiques récentes.

1 - Le temps de la "Révolution industrielle" et de la non-industrialisation des "Sud".

La première moitié du XIXe marque l'industrialisation

de l'Europe du Nord : Angleterre, France, puis Allemagne, Suède ...; l'industrialisation se développe suivant le mode de production capitaliste, sur un rythme et dans des conditions telles qu'il en résulte un amoncellement de capital argent qui ne trouve pas le champ de son insertion dans les espaces nationaux: il s'internationalise donc dans un mouvement d'exportation vers des activités spéculatives.

1 - 1. Dans le Bassin méditerranéen, cela correspond à l'époque où apparaissent les dettes extérieures, provoquées, cultivées, élargies par les grandes banques et groupes financiers européens, anglais et français: la dette ottomane (1), la dette égyptienne (2), la dette tunisienne (3), la dette grecque (4)

- 
- (1) La main-mise sur l'économie turque préparée par le régime des capitulations (XVIIe s.) a été scellée par la signature du traité Angloturc de 1838 désavantageant les producteurs et commerçants turcs par rapport aux commerçants anglais et étrangers.
  - (2) La convention angloturque de 1830 a été étendue à l'Egypte en 1840 et cela a marqué la fin de la tentative "autonome" de Mohamed Ali. (Eléments sur la Genèse de l'industrie capitaliste en Tunisie, A. Mahjoub - ronéoté 26p.)
  - (3) La création de la commission financière internationale gérant la dette tunisienne date de 1864 mais dès 1830, un traité fut imposé par la France accordant des privilèges exorbitants aux négociants français (cf. Mahjoub op. cit. p. 8)
  - (4) Une commission internationale de contrôle fut imposée à la Grèce en 1893; elle comprenait des représentants de l'Allemagne, de la Grande Bretagne, de la France, de l'Autriche, de la Russie et de l'Italie.

puis la dette marocaine (1), toutes gérées par des consortia financiers internationaux qui permettent l'implantation des grandes banques (qui succèdent aux comptoirs commerciaux): la Banque Ottomane, le Crédit Foncier, le Crédit Mobilier, le Crédit Lyonnais, la BPPB (Banque de Paris et des Pays Bas) (Maroc) etc...

1 - 2. La nécessité de rembourser la dette pousse à créer, à faire apparaître et à mobiliser un surplus agricole et minier qui corresponde aux besoins des économies dominantes (2).

Dans ce contexte se développent les productions: du coton, en Egypte et en Syrie: des céréales en Algérie, Tunisie; des fruits et du tabac en Turquie(3), en Grèce, à Chypre, puis

---

(1) Au début du XXe siècle.

(2) Dans un article récent intitulé "Les traits majeurs de l'imperialisme français avant 1914" paru dans le "Mouvement Social - Janvier Mars 1974" n° 86 pp. 3-24 - J. Bouvier parle de la "non coïncidence des directions géographiques du commerce extérieur français avec les directions des flux d'exportations de capitaux". Il s'appuie sur l'exemple des relations franco-russes de 1887 à 1914 pour étayer son argumentation. Il semble bien qu'en Méditerranée on constate une coïncidence.

En Tunisie, par exemple, où dès la première moitié du siècle le commerce extérieur s'effectue avec les pays qui vont plus tard faire partie de la Commission internationale de contrôle (France, Grande Bretagne, Italie).

En Turquie, où avant la première guerre mondiale, 85% des importations proviennent d'Europe.

(3) où 65% des exportations sont constituées par des envois de tabac, coton, noix, raisins. (The concept of "European South" and the North-South Problem in Europe. Dr. M. Niko- linakos - dactilogr. 26 p.)

en Algérie, et en Tunisie; des minerais de plomb et de zinc en Tunisie et Algérie; de phosphate en Tunisie, Algérie puis Maroc.

C'est l'insertion dans ce processus qui fabrique des "vocations" aux différentes régions méditerranéennes:

"vocation" cotonnière pour l'Egypte.

"vocation" céréalière et minière pour l'Algérie et la Tunisie.

Remarquons à ce propos que l'essor de la grande sidérurgie européenne est lié, à travers le procédé Bessemer, aux minerais de fer (hématites) espagnols et algériens (1); remarquons aussi que la puissance de groupes tels que Rostchild (Pennaroya) s'affirme à travers ce double mouvement de prêts financiers et de mobilisation du surplus pour le remboursement des prêts.

1 - 3. L'apparition et la mobilisation du surplus agricole et minier est conditionné par la mise en place d'un réseau de transport:

- Construction de ports: à Beyrouth, Alexandrie, à Tunis, Sfax, Alger, Oran puis Casablanca;
- ouverture du canal de Suez
- construction de voies ferrées: réseau ferré égyptien, réseau tunisien, algérien et marocain, chemin de fer du Hedjaz et chemin de fer de Bagdad. Les voies ferrées convergent vers les ports mais en général ne sont pas connectées entre elles.

---

(1) le procédé Bessemer mis au point en 1865 pour la fabrication de l'acier (pour la production de rails) exigeant un minerai de fer riche et pur (hématite). L'importation de minerais algériens et espagnols pour la France et la Grande Bretagne marque une étape dans le processus d'internationalisation de la sidérurgie.

L'ensemble du système est conçu pour acheminer vers l'Europe le surplus dégagé par l'agriculture et par les mines.

1 - 4. L'endettement favorise paradoxalement l'élargissement de la circulation qui ne doit cesser de croître; cela contribue à élargir l'ouverture du Bassin Méditerranéen aux produits manufacturés des zones industrielles du Nord.

L'accord commercial anglo-turc de 1838 est le plus connu d'une série d'accords léonins qui se répéteront avec l'Egypte, la Tunisie (dès 1830) et le Maroc.

De ces accords découlent des conséquences immédiates:

1 - 4.1. Destruction des artisanats prospères de ces régions (Pennec a étudié ce processus pour la Tunisie sur la période qui s'étend du début du XIXe à la première moitié du XXe (1). Il n'est pas nécessaire de souligner que destruction de l'artisanat signifie en même temps stérilisation des capacités de passage à l'industrie moderne.

1 - 4.2. Destruction radicale des premières bases industrielles, chaque fois que ce passage était en train de s'amorcer:

- en Italie du Sud: disparition dans les années 60 des chantiers navals, des entreprises textiles et de construction mécanique qui existaient en Sicile (2).

---

(1) PENNEC - "La transformation des corps de métier de Tunis sous l'influence d'une économie externe de type capitaliste". polycopié ISEA, Tunis 1964, 575 p.

(2) cf C. ROCHEFORT - "Le travail en Sicile". P.U.F. 1961

- dans l'Espagne du Sud (en Andalousie) disparition après 1850-60 de ce qui avait été la première base sidérurgique espagnole (1).
- en Egypte, disparition des industries lancées sous le règne de Mehemet Ali (2).
- en France du Sud, déclin de l'industrie languedocienne après 1860 et disparition des premiers haut-fourneaux construits sur l'eau, immédiatement après leur érection (3)?
- A. Mahjoub a retracé dans sa note déjà citée les tentatives du Bey Ahmed pour créer en Tunisie une industrie moderne au début des années 60, tentatives qui tournèrent court très vite.

Les "Sud" constituent en effet, des lieux de mobilisation de surplus agricoles et miniers: ils ne font pas partie des zones privilégiées où se déploie le capital industriel productif. Le système rappelle à l'ordre vite et efficacement ceux qui se sont écartés de cette répartition des rôles.

Tout le système sous domination anglo-française, reposait à la fois:

sur l'exportation de capitaux du nord vers le sud  
et sur l'élargissement de la circulation des marchandises,  
mais au prix d'un déséquilibre permanent des balances commerciales, de l'aggravation des dettes extérieures et surtout, pour ce qui nous intéresse ici, de la destruction des artisanats et des

---

(1) cf Publications d'UNESID

(2) cf Options méditerranéennes.

(3) cf Ouvrages de Dugrand

premières bases industrielles dans les pays de la rive sud et, plus généralement, dans tous les "Sud".

Ce système est encore à l'oeuvre aujourd'hui. On le repère, entre autre indices:

- à l'importance de la dette extérieure qui pèse sur de nombreux pays méditerranéens: Turquie, Grèce, Yougoslavie, Espagne, Tunisie, Maroc.

- l'orientation prioritaire des prêts des organismes internationaux (BIRD par exemple) vers: les infrastructures et les transports; les grands ouvrages d'hydraulique liés aux cultures industrielles et aux cultures d'exportation.

Dans un tel contexte, on peut dire que "l'industrialisation des uns c'est aussi la non industrialisation des autres" (1).

## 2 - L'industrialisation des "Sud" : un processus très internationalisé, lié au redéploiement de l'industrie du "Nord".

Jusqu'à une époque récente, le capitalisme industriel s'est pratiquement opposé à l'industrialisation des "Sud" européens et, plus encore, des pays de la rive sud.

Les événements pétroliers récents ont accéléré l'évolution. "L'interdiction" de construire des industries nouvelles a fait place progressivement à un "redéploiement" dans l'espace

---

(1) Professeur Destanne de Bernis - Cours polycopié de Fluctuations et Croissance 3e année de licence et Sciences économiques - Grenoble 1970-71.

des implantations industrielles, sous la poussée convergente de facteurs:

- externes: il s'agit de la volonté plus ou moins forte et cohérente des pays ayant accédé à l'indépendance - et aujourd'hui, de pays bénéficiant de surplus pétroliers - de structurer leur économie en s'industrialisant.

- mais aussi internes aux économies anciennement industrialisées: il s'agit à la fois de la pollution de plus en plus mal supportée par les sociétés avancées, du rejet sur la périphérie de branches à taux de profit décroissant (textile), de tentatives de mettre à la charge de financements locaux (pétrodollar des installations très coûteuses de produits intermédiaires dont la valorisation à l'aval continuera à être contrôlée par les industriels du nord.

Il est vrai que la crise qui s'étend depuis plusieurs mois a sérieusement freiné les perspectives parfois délirantes de grand "déménagement" (1).

De nombreux projets de délocalisation dans les branches sidérurgiques et pétrochimiques sont retardés ou provisoirement gelés. Il n'empêche que le mouvement est à l'oeuvre sur la frange sud de l'Europe, qu'il s'accélère sur la rive sud du Bassin méditerranéen ainsi qu'au Moyen Orient où les industries en construction ou projetées sont - sauf exception - fortement insérées (intégrées) dans un processus international.

---

(1) On disait, en 1974, que la seule Arabie Saoudite avait reçu plus de 250 offres de grands projets industriels dont le coût de réalisation s'élevait à environ 15 milliards de dollars US.

## 2 - 1. L'industrialisation selon le modèle de Hong Kong et de Singapour.

On connaît bien ce processus qui s'est développé d'abord en Extrême-Orient depuis 15 ans et qui apparaît aujourd'hui dans le Bassin méditerranéen. Il s'agit de l'implantation "d'industries de main d'oeuvre" (utilisant des techniques "labour intensive") afin d'utiliser sur place une main d'oeuvre disponible, souvent féminine, habile et docile, dont la productivité, à conditions égales, est égale ou supérieure à la productivité de la main d'oeuvre européenne; main-d'oeuvre dévalorisée par les conditions salariales qui lui sont faites.

2 - 1.1. Ce processus est préconisé avec clarté et vigueur par la Tunisie qui a promulgué, en avril 1972, une loi particulièrement favorable aux investissements étrangers. Dans ce dernier pays, plus de 50 projets d'entreprises industrielles ont été lancés depuis un an et demi par des groupes européens (allemands, belges, français, américains ou asiatiques), tous ces projets sont quasi exclusivement orientés vers l'exportation. Ces unités industrielles (75% dans le textile) s'implantent dans les villes, mais aussi directement sur les réservoirs de main d'oeuvre constitués par les gros bourgs à tradition artisanale où la scolarisation a préparé une main d'oeuvre (féminine) habile et disponible.

2 - 1.2. Le même processus semble aujourd'hui mis en route en Egypte, où depuis la fin de 1973 (après la guerre avec Israël) on relance les projets et les plans d'industrialisation pratiquement gelés depuis 1967. De grands projets sont en cours de réalisation: extension de la sidérurgie d'Hérouan, oléoduc Suez-

Méditerranée, ou en cours d'étude: projet de raffinerie de pétrole géante et de pétrochimie. Mais les mesures systématiques de libéralisation de l'économie égyptienne semblent devoir favoriser à la fois les industries orientées vers l'exportation et les industries fournissant à la population les biens de consommation indispensables. Pour créer massivement des emplois, pour permettre aux investissements étrangers d'y pourvoir, on projette de faire de la zone orientale du canal une vaste zone franche sur le mode de Hong Kong (1), Taïwan et Singapour. Les circonstances sont propices pour mettre en application la législation sur les zones franches promulguée depuis plusieurs années.

En fait, la mise en oeuvre de cette législation était inséparable d'une large ouverture au capital étranger. Cette ouverture se fait actuellement, qui permet la création de banques d'affaires mixtes et le lancement d'une multitude de "joint ventures" entre sociétés d'état ou groupes privés égyptiens, d'une part, et capitaux saoudiens, koweïtiens, iraniens, américains, japonais, allemands, d'autre part.

"L'Arab and Foreign Capital investment authority" a approuvé, il y a quelques mois pour un montant de 500.000.000 US \$ des projets à réaliser avec des capitaux étrangers. Il s'agit, entre autre

- d'assemblage de machines à calculer,
- de nombreux projets de bonneterie,
- de nombreux projets de confection etc...

Certains projets plus importants, mettent en oeuvre

---

(1) On parle également de 4 zones franches dans l'agglomération du Caire. cf Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

des capitaux pétroliers (koweïtiens et saoudiens) sur technologies occidentales; par exemple, le projet de verre à vitre avec Pilkington et le projet de fabrication de voitures tous terrains avec British Leyland; dans l'un et l'autre cas, la production étant aussi destinée aux marchés arabes voisins on voit ainsi à quel point l'impulsion au développement de l'industrie égyptienne est attendue des zones franches, des capitaux et des marchés étrangers, c'est-à-dire de l'extérieur. L'évolution égyptienne dépend du développement d'un réseau qui est international.

La Tunisie et l'Egypte ne sont pas les seuls pays méditerranéens à organiser une étroite insertion de leur industrie dans les circuits internationaux de capitaux et de marchandises. On retrouve des orientations analogues au Maroc, ainsi que dans la plupart des projets évoqués pour Koweït, Rahrein, Qatar, les Emirats. Ces orientations ont été formulées systématiquement dans le document préparatoire à la Conférence industrielle de Tripoli (7.14 Avril 1974) (1); ce document préconise, en effet, avec force une politique d'industrialisation ouverte sur l'extérieur où les industries d'exportation tiendront une place de choix afin de bénéficier des avantages relatifs liés à la spécialisation et aux dimensions, d'utiliser les surplus de capacité productive, etc... Il est d'ailleurs intéressant de constater que ce document correspond parfaitement aux stratégies préconisées par les grandes firmes appuyées sur les organisations internationales telles que BIRD, ONUDI (2).

---

(1) Organisée conjointement par l'IDCAS (Ligue Arabe) et par l'ONUUDI.

(2) Ce document a d'ailleurs été refusé par des pays tels que l'Algérie.

Mais il existe des manières plus subtiles et moins voyantes d'intégrer des processus d'industrialisation apparemment très autocentrés dans un mouvement d'internationalisation, ainsi qu'en témoignent plusieurs exemples.

## 2 - 2. Des processus d'industrialisation apparemment plus autocentrés.

De nombreux processus d'industrialisation sont en effet, en cours dans le Bassin Méditerranéen, dont on pourrait penser, à première vue, qu'ils relèvent de l'approche du Professeur de Bernis des "industries industrialisantes" (1), le secteur industriel se construisant à partir d'un certain nombre d'industries dites "motrices" (2). Deux exemples pris dans les pays de l'Europe du sud montrent qu'il n'y a pas contradiction mais liaison dialectique entre processus autocentré (sur bases nationales) et intégration dans un processus d'internationalisation (à base de capitaux, de débouchés, de normes, etc...).

### 2 - 2.1. L'exemple de l'Espagne.

L'Espagne vient de lancer son grand projet sidérurgique localisé sur la mer à Sagunto près de Valencia: 3 millions de tonnes d'acier dans une première phase; 6 puis 10 millions dans

(1) "Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale". In Economie Appliquée n° 3-4.1966

(2) On retrouve là également la pensée du Professeur Fr. Perroux.

des phases ultérieures. La production sera exclusivement consacrée aux produits plats: tôles fortes à chaud, mais surtout tôles minces à froid.

En même temps, l'Espagne pousse le développement de ses chantiers navals dont la production est absorbée d'abord par l'exportation (1). En même temps, l'Espagne ou plutôt les groupes internationaux en Espagne développent la production d'automobiles: Fiat, Renault, Citroën, British Leyland, qui sont déjà implantés, puis Ford, Chrysler qui ont pris la décision de produire en Espagne plusieurs centaines de milliers de voitures destinées à l'exportation (vers l'Europe).

On constate qu'il existe dans l'économie espagnole:

- une liaison entre production "internationalisée" de bateaux, d'automobiles et production sidérurgique axée sur les produits plats (tôles minces)

- une liaison entre production automobile et fabrications de la mécanique de la chimie, du verre, de la construction électrique.

Dans ce contexte, la sidérurgie espagnole qui croît très rapidement constitue bien une industrie de base;

d'une base pour la production exportée de produits internationalisés.

d'une base pour la mise en oeuvre d'un redéploiement international de l'industrie.

---

(1) La production espagnole de bateaux a dépassé la production de la Grande-Bretagne et de la France.

## 2 - 2.2. L'exemple de l'Italie du Sud.

Tout le monde connaît les grands centres industriels implantés dans le Mezzogiorno italien depuis la fin des années '50: sidérurgie de Taranto produisant 4.500.000 t. dans une première phase puis 10.000.000 T. dans une deuxième phase (production exclusive de produits plats: tôles fortes et tubes et tôles minces), pétrochimie de Bari et de Brindisi, dans les Pouilles; de Gela et de Priolo en Sicile; de Porto Torres, en Sardaigne. A propos de ces entreprises, faiblement créatrices d'emplois, aux effets d'entraînement apparemment fort limités, on a parlé de "cathédrales dans le désert". Aujourd'hui, la logique du système se précise à travers l'implantation dans le Mezzogiorno de grandes unités de construction automobile et de leurs satellites (fabrication de pièces mécaniques d'appareillages électriques, de pneus, de pièces en matière plastique, etc...). Alfa Romeo a construit "Alfa Sud" dans la banlieue de Naples; Fiat effectue tous ses investissements neufs dans plusieurs localités du Sud italien. Un "second Taranto", près de Reggio Calabria, à Gioia Tauro alimentera en tôles minces ces fabrications largement destinées à l'exportation, qui se conjuguent avec les fabrications sous contrôle direct ou indirect de Fiat en Yougoslavie, en Espagne, en Pologne, en URSS, en Turquie, en Egypte, etc..

Les cathédrales dans le désert trouvent alors une signification: elles deviennent le point d'ancrage de production de masse délocalisées et internationalisée, (orientées vers l'exportation) sous l'égide conjointe de Fiat et des groupes publics italiens.

## 2 - 3. Comment qualifier ce modèle d'industrialisation?

Certaines de ses caractéristiques relèvent de ce qu'on appelle la "sous-traitance internationale"; il s'agit alors d'une sous-traitance qui prend une ampleur dépassant largement la fourniture en série de pièces ou de sous-ensembles, pour s'étendre à tout ce qui est compris entre les deux "bouts de la chaîne" à ne jamais lâcher: la conception et la recherche, d'une part, la commercialisation d'autre part. Tout le reste peut et doit être progressivement sous-traité, c'est-à-dire transféré à l'extérieur, y compris sous-ensembles complexes tels que moteurs, boîtes de vitesse, transmissions d'automobiles, etc...

Il convient également de se référer aux pays qui ont maîtrisé les stades avancés d'une telle sous-traitance: l'Espagne et la Yougoslavie (bientôt l'Iran) où des unités locales de grande envergure s'inscrivent dans la spécialisation internationale, tout en constituant le noyau dynamique d'une constellation d'industries et tout en s'appuyant sur une base métallurgique en expansion.

Mais le concept de sous-traitance, même élargi à l'extrême, est insuffisant pour rendre compte de ces évolutions nouvelles du processus d'industrialisation. Ce processus continue à dépendre étroitement des pays avancés du "Nord", au niveau de la recherche et de la conception aussi bien que de la réalisation (c'est-à-dire de la transformation du produit en ensembles marchandises).

En ce sens, il est extraverti; mais ce caractère n'est absolument pas exclusif d'une certaine intraversion appuyée sur des bases internes (sidérurgie, pétrochimie) aussi bien que sur une certaine complexification du tissu industriel (développement

de la mécanique et des constructions électriques). D'autant plus que la grande production de série permettra d'absorber sur place un nombre croissant d'OS au lieu de continuer à les transférer dans les régions du Nord où leur concentration pose des problèmes difficiles à résoudre.

Qu'il s'agisse d'un processus clairement tourné vers l'extérieur ou bien inséré dans les circuits internationaux, à travers le détour d'une construction autocentrée, on a donc finalement affaire, sous des aspects multiformes, à un processus de "réploiement".

Il est d'ailleurs intéressant de constater que les technologies, les équipements et les capitaux étrangers ont joué et jouent un rôle moteur dans ces évolutions. Aussi bien en Tunisie et en Egypte qu'en Espagne et en Iran, les participations étrangères, majoritaires ou minoritaires occupent les positions-clé. Il faut remarquer que dans ce domaine, les intérêts américains viennent in tête, suivis (rarement précédés) par les intérêts allemands (prochainement japonais) parfois anglais. Quant à l'Italie et la France, sauf brillantes exceptions elles tiennent les seconds rôles et elles risquent d'être vouées à jouer les simples relais comme l'Espagne le fait déjà. Il est probable que les dernières péripéties pétrolières en contribuent pas - bien au contraire - à modifier sensiblement ce tableau.

### 3 - L'incidence du "pétrole" sur l'industrialisation du Bassin Méditerranéen et sur la coopération entre "Nord" et "Sud" (1).

3 - 1. A ce propos on peut faire trois remarques:

---

(1) cf. "Effets régionaux de la crise sur les formes d'organisa-

3 - 1.1. La grande fièvre qui a suivi l'augmentation des prix du pétrole à la fin de l'année 1973 a commencé à s'apaiser. Le système a jusqu'à maintenant bien réussi le recyclage des pétrodollars. Les grands projets de redéploiement accéléré sont examinés avec une tête plus froide; beaucoup disparaissent; il faudra de toute façon plusieurs années pour mettre en oeuvre les principaux d'entre eux.

3 - 1.2. Il est maintenant bien clair que les pays pétroliers les plus riches: Arabie Saoudite, Koweït, Iran ont la ferme volonté de maintenir et de renforcer le système économique dominant. Le Shah d'Iran a déclaré que "les producteurs de pétrole n'avaient aucune envie de mettre en cause le monde industrialisé dans la mesure où ils en seraient bientôt partie prenante" (1). Mr. YAMANI, de son côté, ministre du pétrole d'Arabie Saoudite, a bien souvent répété qu'il se refusait à affaiblir l'économie des démocraties occidentales et que l'intérêt économique, politique et idéologique du Royaume était de la voir demeurer puissante..." (2). Bien d'autres déclarations analogues provenant de responsables des émirats, du Koweït pourraient être

---

././ tion de la production et les localisations industrielles dans le Bassin Méditerranéen.

IREP. Département Industrialisation - Développement. Communication au Colloque APSRENO "Régions périphériques et régions dominantes". Londres - Septembre 1975.

(1) cité dans "Business prospects in The Middle East" p. 20 - publié par Business International. SA. Avril 1975.

(2) cité par Financial Times du 24.03.75 p. 26.

également rapportées. La panique des premiers mois de l'année 1974 était sans fondements.

3 - 1.3. L'augmentation des revenus pétroliers a relancé de l'Iran au Maroc la mise en oeuvre de plans d'industrialisation de grande envergure: deuxième plan quadriennal en Algérie, plan quinquennal révisé en Iran (1973-1978), plan quinquennal lancé pour la première fois en Arabie Saoudite (1975-1980), plan intérimaire en Egypte, etc... Dans ce mouvement d'industrialisation soutenu par les revenus pétroliers, deux grandes orientations se dessinent. La première peut être représentée par les exemples de l'Iran et de l'Egypte; la deuxième par celui de l'Algérie.

### 3 - 2. L'industrialisation de l'Iran

Devenir une grande puissance industrielle, tel est l'objectif clairement énoncé par les responsables iraniens. Chez ces derniers, pas la moindre intention de casser ou d'endommager le système dominant, mais une volonté de devenir des partenaires à part entière, qui, non seulement construisent une industrie nationale, mais l'articulent avec l'industrie mondiale en cours d'internationalisation.

3 - 2.1. Le gigantisme des projets industriels est bien sûr l'aspect le plus spectaculaire du plan iranien qui prévoit à la fois la construction

- d'énormes bases pétrochimiques (projets d'1 et de 2 milliards de dollars (1)).

---

(1) cf les informations parues dans "Iran news" et dans "Iran trade & industry".

- d'une puissante base sidérurgique (1) d'une capacité de 15.000.000 t. en 1983) pour une consommation de 12 à 18.000.000 t.)
- d'industries mécaniques et électriques complexes, produisant aussi bien: machines outils, biens d'équipement lourds que biens de consommation durables en grandes séries (automobiles, appareils électro-ménagers, etc...)
- d'industries textiles, agroalimentaires, etc... très diversifiées.

3 - 2.2. Il est intéressant de constater que la préoccupation iranienne de construire et de rendre cohérent un système industriel national (articulation des branches entre elles, "noircissement" de la matrice des échanges interindustrie) est inséparable de la volonté d'ouverture immédiate de cette industrie vers l'extérieur et de son articulation étroite avec les industries (les technologies, les capitaux et les marchés) des grandes métropoles capitalistes. Cela débouche sur les participations communes à l'extérieur du côté de l'Inde et du Pakistan, mais aussi du côté de l'Egypte et du côté de l'Europe et des Etats-Unis. Cela se traduit à la fois par des tentatives de prises de participation sélectives dans des firmes occidentales disposant de technologies avancées (2) et par un appel aux prises de partici-

---

(1) "Expansion of the steel industry in Iran". Dr. Mohamed Reza Amin in compte rendu du Congrès international de Sidérurgie 14-16 octobre 1974, pages 74 à 82.

(2) Par exemple, participation dans Krupp, Babcock et Wilcox

pation de firmes étrangères dans les projets qu'elles contribuent à réaliser en Iran (1). Le développement de l'agriculture même s'ouvre largement aux interventions et aux participations de l'agribusiness à dominante américaine.

L'évolution actuelle de l'économie iranienne et, en particulier, la construction de l'industrie iranienne relativise les épithètes parfois employés d' "intraverti" ou d' "extraverti". Il s'agit, en fait, d'un mouvement dialectique dans la mesure où l' "enracinement" et le dynamisme d'un système industriel national dépend de technologies, de marchés, de normes, de participations étrangères, mais dans la mesure aussi où l'intégration internationale du système n'est possible qu'appuyée sur une base relai nationale élargie.

3 - 2.3. Les tentatives iraniennes de participation dans des firmes occidentales, à part l'entrée de l'Iran dans Eurodif (2) se sont faites en direction de l'Allemagne Fédérale

---

./ (RFA) ... mais cette politique est mal acceptée par les pays capitalistes, hantés par le spectre de la prise de contrôle de leur industrie par des Arabes et des Iraniens.

- (1) Participations qui pouvaient être majoritaires jusqu'à une époque récente mais qui depuis les récentes <sup>mesures</sup> partiellement motivées par les réactions des pays occidentaux aux prises de participation iraniennes ne semblent pas devoir dépasser 30%.
- (2) Société pour la production d'uranium enrichi par diffusion gazeuse à laquelle participent la France, l'Italie, l'Espagne, la Belgique et depuis quelques mois, l'Iran.

et des Etats-Unis. On constate également que les principaux investisseurs en Iran sont, par ordre d'importance, les Etats-Unis, la République Fédérale allemande puis la Grande Bretagne. Le Japon figurera probablement bientôt en bonne place. La France, l'Italie viennent ensuite; elles perdent plutôt du terrain par rapport aux grands de l'Europe (ou de l'Atlantique) du Nord. Dans le Bassin méditerranéen, l'intégration croissante de nouvelles économies dans un processus d'industrialisation internationalisé ne joue pas forcément en faveur des riverains de ce bassin.

### 3 - 3. L'industrialisation de l'Egypte.

Depuis quelques mois, l'Egypte figure parmi les pays du Moyen Orient où de multiples projets industriels sont annoncés sans que leur mise en oeuvre suive au même rythme.

3 - 3.1. L'Egypte émerge lentement de la guerre et de la période "ni guerre - ni paix" qui a duré plusieurs années, avec d'énormes dettes (1) et une économie qui a beaucoup souffert. Dans le cadre d'un plan intérimaire, les projets apparaissent de nouveau, suggérés ou non par des investisseurs étrangers: projets d'industries légères, de montage, de bonneterie, de confection (cf plus haut), mais aussi des projets plus "lourds" : fabrication d'automobiles, extension des usines sidérurgiques d'Hélouan et création d'un nouveau centre sidérurgique; construction de raffineries de pétrole et de complexes pétrochimiques di-

---

(1) on parle parfois de 15 milliards de dollars dont la moitié serait dûe à l'URSS cf Marchés tropicaux et méditerranéens du 1.08.1975.

versifiés. L'Egypte envisage à nouveau la possibilité d'organiser le développement de son économie et de son industrie à moyen terme et à long terme. Mais, dans l'immédiat, l'essentiel est ailleurs, pas dans les projets qui peuvent tarder à se réaliser, mais dans la bataille qui est engagée pour la réorientation de la politique et de l'économie égyptienne.

3 - 3.2. L'industrialisation de l'Egypte est pour l'instant liée à un pari de grande envergure: un pari qui est fait à la fois par les puissances occidentales, Etats-Unis en tête, et par les détenteurs de la richesse au Moyen-Orient, Arabie Saoudite, Koweït en Iran, sur la libéralisation du régime et sur l'ouverture de l'économie égyptienne aux investissements capitalistes.

Depuis la fin de la guerre d'octobre 1973, hommes d'Etat et chefs d'Etat américain, Saoudien, Iranien, Koweïtien, se succèdent au Caire: l'Egypte est au coeur des préoccupations occidentales et moyen-orientales (1). Pourquoi l'Egypte? L'Egypte est le pays leader du monde arabe qui occupe une position stratégique clé; c'est aussi le pays le plus peuplé de la région, qui constitue un marché potentiel important. C'est un réservoir de main d'oeuvre sans qualification mais aussi de très nombreux cadres formés. Autant d'atouts qui ont convaincu pays capitalistes dominants et pays du golfe en quête de placements et de garantie que là devait s'ancrer le pivot du développement moyen oriental articulé avec les grandes métropoles occidentales.

---

(1) cf à ce sujet le livre de M. Michel CHATELUS: "Stratégies pour le 'Moyen Orient'" éd. Calmann-Lévy - Paris 1974.

Les projets industriels annoncés n'avancent pas encore très vite mais peu importe puisqu'on agit pour lever successivement les préalables à la réalisation effective des projets en question: création d'un marché parallèle des changes, création des zones franches, promulgation d'un code d'investissement libéral et surtout, patient "combat" (1) pour la mise en oeuvre de ce code.

Lorsque le tournant sera définitivement pris et le pari gagné, que les banques mixtes auront mis en place le relai financier, alors il sera temps de relancer effectivement la réalisation des projets industriels, de "planifier" la construction d'un système industriel capable d'enraciner suffisamment ses bases nationales pour garantir la vigueur de ses articulations externes (2).

3 - 3.3. On l'a déjà noté, en Egypte comme en Iran,

- 
- (1) La presse internationale informe fréquemment sur les retards et sur l'avancée du processus: "... the (egyptian) government is trying to staff ministries with younger personnel and with civil servants who do not harbor any reservation about the role of private enterprise in the Egyptian economy". et plus loin... "Sometimes such operations in Egypt report that they have been able to compete with the public sector undertakings, showing that the Sadat government is determined to be at least evenhanded in this area". Business International - 19 Sept. 1975 - pp. 297 et 298.
- (2) cf les travaux de l'IREP et, en particulier de C. Palloix sur la nouvelle "Division internationale du Travail en relation avec la cohérence des systèmes industriels nationaux".

on rencontre les mêmes partenaires étrangers: les "milliardaires", ceux qui ont donné, prêté ou annoncé le prêt de plus de 1 milliard de dollars: Arabie Saoudite, Koweït, Iran, Etats-Unis (1); puis les autres: République Fédérale d'Allemagne, Emirats, Qatar, Japon, puis Grande Bretagne, France, Italie. Plusieurs accords sur la garantie des investissements étrangers en Egypte ont été signés: ils l'ont été avec la Suisse, la République Fédérale d'Allemagne et les Etats-Unis. Les premières banques avec lesquelles des participations mixtes ont été négociées sont des banques américaines, First National City Bank, Chase Manhattan, American Express. Certes la France vend des armements, l'Italie participe au SUMED, mais ceux qui mènent le jeu viennent des métropoles dominantes appuyées sur les nouvelles puissances de la Péninsule Arabique et du Golfe.

### 3 - 4. L'Algérie: une ouverture vers une autre stratégie?

3 - 4.1. L'Algérie est un des pays de l'OPEP qui ne dispose d'aucun surplus à investir à l'extérieur, tous les revenus tirés du pétrole sont utilisés - et au-delà - (2) dans le développement de l'économie nationale. Dans cette entreprise le

---

(1) Le Président Nixon a promis 2 milliards de \$ us, le Koweït a signé un accord portant sur 1,300 milliards de US \$, l'Iran sur 2 milliards, l'Arabie Saoudite sur plus de 2,5 milliards.

Cf Informations diverses in "Business International"; in "Marchés tropicaux et méditerranéens" du 1.08.1975

(2) On prévoit qu'environ 25% du financement du Plan seront assurés par l'extérieur essentiellement sous forme de crédits fournisseurs et d'emprunts.

secteur industriel est prioritaire: 45% environ des investissements lui sont consacrés (1).

Les industries du secteur A (industries de base et de biens d'équipement) sont favorisées par rapport aux industries du secteur B (industries de biens de consommation), dans un rapport d'environ 80 à 20. Les responsables de l'économie algérienne ont l'ambition de transformer l'agriculture, de résoudre le problème de l'emploi, grâce à la réalisation de ce qu'ils appellent parfois leur "Révolution industrielle" (2).

3 - 4.2. En limitant le rapprochement aux types d'industries mises en place ou aux technologies retenues, on découvre de nombreuses analogies entre les "Schémas industriels" iranien, d'une part, et algérien, d'autre part. En fait, sous des ressemblances de surface, les différences sont profondes: l'Algérie veut en effet, donner à la construction de son industrie une toute autre signification économique et politique. Cette volonté se traduit vis-à-vis des partenaires industrialisés, du marché et des circuits capitalistes en général, par une série de refus et d'exigences.

L'Algérie refuse de construire une industrie en fonction de débouchés extérieurs: qu'il s'agisse de textiles, de chaussures ou de sidérurgie (3).

---

(1) On retrouve la même proportion dans le 1er plan quadriennal (1970-1973) et dans le deuxième plan (1974-1977).

(2) Terme employé par le Président Boumedienne dans ses discours.

(3) De nombreux contrats d'exportation ont été proposés à l'in-

Elle refuse les participations de capitaux étrangers, sauf lorsqu'elle sont la garantie de l'accès aux technologies avancées (1); dans ce cas, ces participations demeurent toujours minoritaires. La nationalisation des pétroles a mis fin à toutes les participations étrangères majoritaires (février - avril 1971).

Par contre, le maître d'ouvrage algérien exige d'être associé à la mise en oeuvre du processus industriel et d'être mis en possession des moyens effectifs pour maîtriser les technologies qu'il achète. En 1965 déjà, l'accord pétrolier, algéro-français stipulait que SONATRACH devenait opérateur au sein de l'Association coopérative; le passage du contrat "clé en main" au "contrat produit en main" depuis 1974 traduit le même impératif d'accéder à la compétence afin de devenir un partenaire à part entière.

Jusqu'à preuve du contraire, cette entreprise d'industrialisation se développe comme une mise en échec d'un processus de redéploiement apparemment contradictoire avec le nouvel ordre économique international dont l'Algérie se fait le protagoniste.

---

./.. industrie algérienne des textiles ou de la chaussure; jusqu'à maintenant, ils ont toujours été refusés. De la même façon, la sidérurgie algérienne qui était conçue dans le Plan de Constantine (1958) en fonction de l'exportation vers la France, a été remodelée en vue de satisfaire les besoins propres de l'économie algérienne.

(1) Par exemple la société ALMO pour la construction de machines outils avec une participation allemande au capital social de 25%; par exemple, également, les filiales détenues à 51% par SONATRACH pour la sismique, le forage, le traitement des boues, etc... ALGEO, ALFOR, ALFLUID...).

3 - 4.3. L'Algérie propose sa stratégie aux pays non alignés et, en particulier aux pays de l'Afrique francophone dont elle est la voisine. C'est une stratégie de type OPEP, qui vise à la récupération des richesses nationales (matières premières) (1) et à la maîtrise progressive du processus de développement industriel.

Cette stratégie implique une rupture, qui prend la forme de nationalisations ou de refus de participation signifié au capital étranger. Cette stratégie comporte également une ouverture et un appel, en particulier en direction de l'Europe (et de l'Europe du Sud), à une coopération sous des formes nouvelles, susceptible d'assurer un transfert réel des technologies, hors du contexte habituel de rétention maxima des informations, de prise de contrôle et de dépendance prolongée.

Jusqu'à maintenant, l'ouverture algérienne n'a rencontré que peu d'écho, la négociation globale avec la CEE ne débouche pas, les pétroliers se retirent (2), les industriels européens refusent "de se laisser dicter la loi (3)". L'Algérie s'est tournée vers l'Europe pour coordonner et affermir une stratégie qui se distingue et se libère progressivement des contrain-

---

(1) cf Création de sociétés communes avec la Guinée pour l'exploitation de la bauxite; avec la Mauritanie et le Dahomey pour la création d'une flotte marchande; avec la Guinée et la Mauritanie pour la création de raffineries de pétrole, etc...

(2) Retrait d'ELF ERAP, devant de nouveaux accords de coopération avec SONATRACH.

(3) cf réunion CEDIMOM - ONUDI tenue récemment à Genève.

tes de l'intégration internationale capitaliste; il semble bien qu'il n'y ait pas de réponse: et cela signifie peut-être qu'il n'y a pas d'Europe pour répondre.

En reprenant et en commentant la phrase du géographe Le Lannou (1): "Aujourd'hui, de nouveau... l'Europe s'est mise en quête de sa Méditerranée", une question se pose en guise de conclusion:

Existe-t-il encore une Méditerranée européenne.

Le temps de la colonisation est passé, demeurent encore entre le Nord et le Sud de la Méditerranée des habitudes, des langages communs, des courants d'échanges privilégiés qui ne cessent de s'affaiblir. Les bouleversements récents de la guerre et du pétrole ont projeté sur le devant de la scène les forces nouvelles qui étaient à l'oeuvre. Il ne faut pas l'oublier: les richesses pétrolières ont pris la forme de pétrodollars; les intégrations des économies méditerranéennes qui s'industrialisent, se réalisent dans l'espace du dollar (accessoirement du sterling) et de "l'Atlantique Nord" beaucoup plus que de l'Europe Méditerranéenne.

L'Algérie propose - en pointillés encore - une autre stratégie qui tente d'échapper à ce type d'intégration. Ce faisant, elle s'adresse à l'Europe et en particulier à l'Europe Méditerranéenne. Cela vaudrait la peine d'examiner la proposition, sinon l'Italie, la France, l'Espagne et même la Grande Bretagne

---

(1) Article in "Mondes en Développement" n° 1.

risquent bien d'être cantonnés dans les seconds rôles et les fonctions d'intermédiaires.

L'avenir d'une économie méditerranéenne semble bien devoir être payé d'un certain nombre de choix, faute de quoi la quête par l'Europe de "sa Méditerranée" pourrait relever à la limite du tourisme et du folklore.

ISTITUTO AFFARI  
INTERNAZIONALI - ROMA

n° Inv. 10284  
09 MAG. 1991

BIBLIOTECA